

LA POLITIQUE DE LA CULTURE EN ALGÉRIE

L'analyse de la politique de la culture en Algérie se révèle très complexe, pour des raisons multiples :

1. Il y a d'abord l'abondance et la diversité des documents : études, propositions, articles de presse..., qui rendent difficile l'établissement d'un inventaire précis. Les contributions sont très dispersées, faites dans les deux langues — en arabe et en français —, et de valeurs très inégales (1), certaines d'entre elles se réduisant à reprendre des mots d'ordre politiques.

2. Les enjeux véhiculés par les problèmes culturels ne sont pas encore tranchés : arabisation totale ou bilinguisme, place accordée par la société au berbère et aux différents parlers populaires, cadre dans lequel se fera la production culturelle (secteur d'État ou secteur privé), place de l'Islam en Algérie, etc.

3. Chaque revendication culturelle est sous-tendue par un projet politique dont il est parfois difficile de saisir tous les tenants et aboutissants.

4. L'absence des libertés démocratiques tend à déporter vers les problèmes culturels l'essentiel des luttes politiques qui se déroulent dans le pays (2).

En tenant compte de ces paramètres, nous allons rappeler comment les principales chartes de la Révolution Algérienne ont appréhendé la question culturelle, pour ensuite tenter de saisir à quels niveaux se sont situées les contradictions, et ordonner les enjeux politiques qui s'y cachent. Mais auparavant, il est utile de situer la nature et l'importance du débat culturel en Algérie.

Si l'on s'en tient aux discours des dirigeants politiques algériens, nous y trouvons régulièrement la référence à une hiérarchie des priorités fixée par le pouvoir, et qui semble marginaliser les problèmes culturels. Il fallait d'abord construire l'État, c'est-à-dire doter le pays d'institutions stables qui « survivront aux hommes et aux événements » ; parfaire ensuite l'indépendance nationale : évacuation des bases militaires étrangères, nationalisation des biens et capitaux

(1) Jean DÉJEUX dans sa présentation de textes sur la culture algérienne note : « Beaucoup de paroles, beaucoup d'articles sans consistance... ont paru dans la presse » (In : Jean DÉJEUX, *la Culture Algérienne dans les textes...* Alger, s.l., s.d.).

(2) L'été 1985 a été particulièrement riche en événements : débat sur l'enrichissement de la Charte Nationale, constitution du « Comité Algérien des Droits de l'Homme » (voir *Algérie Actualités* du 18 au 24 juillet 1985), vol d'armes à l'école de police de Soumaa (voir *El-Moudjahid* du 7 septembre 1985), développement extraordinaire de rumeurs (voir *Algérie Actualités* du 26 septembre au 2 octobre 1985). Les services de police ont été eux aussi très actifs et ont multiplié les arrestations, malgré les démentis de la presse (voir *El-Moudjahid* du 19 septembre 1985).

étrangers ; et enfin jeter les bases du décollage économique, grâce à la politique d'industrialisation qui a permis la constitution d'un puissant secteur d'État... Cette thématique a été reprise comme vérité et vulgarisée. Paul Balta, ancien correspondant du journal *Le Monde* à Alger, écrit par exemple : « En accédant au pouvoir le 19 juin 1965... le Président Boumediène et son équipe se fixent trois buts principaux : construire l'État, parfaire l'indépendance politique par la récupération des richesses nationales, poser les bases du décollage économique » (3).

Les problèmes culturels paraissent donc relégués en dernière position comme si on voulait mettre en pratique l'adage populaire : « lorsque le ventre est rassasié, il dit à la tête de chanter ». Néanmoins, lorsque nous parcourons le contenu des principales chartes de la Révolution Algérienne depuis l'appel du 1^{er} novembre 1954, jusqu'au débat actuel sur « l'enrichissement de la Charte Nationale », nous constatons que les problèmes culturels ont toujours fait l'objet de recommandations, de motions ou de thèses. Et de son côté, la presse nationale, écrite ou parlée, a régulièrement fait une large part à ces problèmes. En 1963-1964, *Révolution Africaine*, dont le directeur était Mohamed Harbi, ouvre un débat autour des questions culturelles. Plusieurs personnalités et hommes de culture y exposent leurs points de vue, en particulier Mostefa Lacheraf, Mourad Bourboune, Abdallah Mazouni (4), Bachir Hadj Ali (5), Ben Miloud, etc. En 1968 se tient à Alger au Club des Pins un séminaire autour des problèmes culturels (6) ; un autre a lieu au même endroit en 1975. En 1981 le Parti du FLN prend l'initiative de regrouper en séminaire les hommes de culture en vue de préparer le dossier culturel qui devait être débattu par la 5^e session du Comité Central (30 juin — 2 juillet 1981). Si nous ajoutons à ces quelques exemples de débats marquants les séminaires annuels de la « Pensée Islamique » qui se tiennent depuis 1969, et tous les textes et documents élaborés par les Unions professionnelles, les syndicats de la corporation de la culture, les diverses lettres et pétitions (7), nous constatons qu'existent en fait de nombreux matériaux sur la question culturelle, ce qui contredit d'une certaine façon la marginalisation que nous évoquions plus haut.

De même la passion avec laquelle les problèmes culturels sont abordés est révélatrice de l'importance qu'ils occupent en réalité en Algérie. Ainsi le débat 1963-64 avait atteint un tel niveau de polémique que Mohamed Harbi avait dû intervenir sous forme d'un éditorial intitulé : « Ni Jdanov, ni Pasternak ». En 1976 le président Boumediène prit la décision de dissoudre la « Commission Nationale d'Arabisation ». Celle-ci était arrivée à cristalliser autour d'elle une partie de l'opposition aux orientations socialistes contenues dans la Charte Nationale. En 1980, l'interdiction d'une conférence que devait prononcer Mouloud Mammeri à

(3) Paul BALTA, « Regard sur le Maghreb », in *Cinéma Action*, numéro spécial consacré aux cinémas du Maghreb (Revue trimestrielle n° 14, Printemps 1981).

(4) De cette contribution Abdallah MAZOUNI a fait un article intitulé « Culture et Société. Le cas de l'Algérie de 1962 à 1972 » (in *Revue Algérienne*, mars 1975). Voir également son livre *Culture et enseignement au Maghreb*, Paris, Maspéro, 1969.

(5) Voir la brochure de Bachir HADJ ALI, *Culture nationale et révolution*, tiré à part de la *Nouvelle Critique* n° 147, juin 1963.

(6) Mostefa LACHERAF, *La culture algérienne : essai de définition*, Alger, 1968.

(7) Il serait certainement utile de répertorier et préserver cette documentation. Lire également *Le Séminaire de Yakouren (été 1981)* et les deux périodiques *Tafsut* et *Expressions*.

Tizi Ouzou déboucha sur une émeute qui s'étendit pratiquement à toute la Grande et Petite Kabylie. Plus récemment en 1983, la télévision algérienne avait diffusé, dans le cadre des séries mélodramatiques, un feuilleton traitant de l'arrivée des Arabes en Afrique du Nord. Ce film fut subitement retiré de la programmation au moment où devait passer l'épisode relatant la bataille entre les troupes d'Okba Ibn Nafaa et celles de la Kahéna (8).

Ces quelques faits nous montrent combien il est difficile de débattre sereinement de problèmes culturels en Algérie, y compris pour un événement historique vieux de 14 siècles !

Pour l'Algérie à construire, c'est beaucoup autour des enjeux culturels que se sont cristallisées les luttes politiques. Si en effet, la stratégie du développement économique poursuivie par le pays depuis 1962 est arrivée à réaliser un large consensus des forces politiques en présence (9), ce même consensus ne s'est pas retrouvé autour des problèmes culturels. Ici les oppositions se sont retrouvées aussi bien à l'intérieur du parti unique, le FLN, qu'à l'extérieur.

L'absence des libertés d'expression et d'organisation explique sans doute, comme nous le notons plus haut, le transfert vers le champ culturel des luttes qui se déroulent dans le pays autour du choix de société : socialisme ou capitalisme.

Mais la nature du parti favorise encore ce glissement. Le FLN n'est pas un parti d'avant-garde mais une coalition d'intérêts dont l'évolution et le rapport de forces n'ont cessé de bouger depuis 1962. S'il continue depuis cette date à avoir la même base sociale représentée par les couches moyennes, il alterne positions de droite et de gauche. En témoignent toutes les crises d'« appareil » que ce parti a traversées depuis l'indépendance : il a toujours été en perpétuelle « structuration » et « restructuration » (10) et en fait, n'est jamais apparu en mesure de gérer dans sa véritable dimension le débat politique.



Malgré les apparences, le débat culturel a donc été toujours crucial en Algérie, il a été passionné, et a cristallisé l'essentiel des luttes politiques qui se sont déroulées dans le pays. Il est intéressant maintenant de voir comment les Chartes de la Révolution Algérienne ont formalisé cette question.

(8) Au cours du débat culturel lors de la 5^e session du CC du parti du FLN, un membre de cette instance avait proposé tout simplement la suppression du nom de la Kahéna de l'histoire de l'Algérie ! L'assistance a heureusement souri (témoignage).

(9) ... Parlant de la stratégie de développement économique adoptée par l'Algérie de 1962 à 1971, Marc OLLIVIER dans une étude consacrée à la Révolution Agraire écrit : « c'est précisément la nationalisation de ces intérêts étrangers qui caractérisa la période 1964-1971 ainsi que la mise en œuvre d'une stratégie de développement économique et social à long terme. Or cette double ligne d'action est restée une politique nationaliste. On peut même dire qu'elle a atteint son but parce qu'elle est restée une politique nationaliste... Marc OLLIVIER, « Place de la Révolution Agraire dans la stratégie algérienne de développement », in *Les problèmes agraires du Maghreb*, Paris, CNRS, 1977, pp. 91 à 114.

(10) Le parti du FLN est rentré depuis 1979 dans une nouvelle activité de structuration. Depuis cette date jusqu'en novembre 1985 il a connu quatre congrès ! En effet, il en est prévu un pour novembre 1985 pour entériner le débat sur la Charte Nationale ; cela nous fait en moyenne un congrès tous les 18 mois !

Avant 1954, le mouvement national algérien, dans ses composantes les plus diverses, avait porté l'accent sur deux revendications essentielles :

- 1) la défense de la langue arabe et son enseignement dans les écoles ;
- 2) l'attachement au statut personnel, c'est-à-dire l'opposition à toutes les opérations de naturalisation (11).

Toutes les Chartes de la Révolution Algérienne élaborées après le 1^{er} novembre 1954 vont assumer cet héritage.

L'appel du 1^{er} novembre 1954 énonce les grandes lignes du programme avancé par le FLN. L'indépendance nationale qui était l'objectif à atteindre signifiait selon les rédacteurs de cet appel : « la restauration de l'État algérien, souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques » (12). En plus ce document se fixait l'objectif de réaliser : « l'unité nord-africaine dans son cadre arabo-musulman ». L'arabo-islamisme est l'unique référence à caractère culturel contenue dans cet appel. Peut-être y pouvons-nous détecter une contradiction. Les rédacteurs de ce document s'engagent en même temps à respecter la présence de la minorité européenne en Algérie. Il n'était pas du tout question de la « jeter à la mer ». Comment dans ces conditions auraient-ils pu concilier cette référence à l'arabo-islamisme avec le maintien sur le sol national d'une forte minorité européenne ? Le processus historique ayant évolué différemment nous n'avons pas à y répondre.

Quant au programme de la Soummam adopté le 20 août 1956, il se contente aussi de cette référence à l'arabo-islamisme : « la langue arabe a été systématiquement étouffée »... « la religion islamique a été bafouée » (13), pouvons-nous y lire. Là aussi un appel est lancé à la minorité européenne et juive pour la gagner à l'idée d'indépendance. La même contradiction peut être relevée que dans le texte précédent.

Il est évident que ces deux premiers documents de la Révolution Algérienne sont dominés par l'objectif d'indépendance nationale ; cette référence prioritaire va de pair avec une affirmation très lapidaire du caractère arabo-islamique de la nation algérienne.

Le caractère pris par la lutte armée — mobilisation de tout un peuple pendant plus de sept ans avec toutes ses composantes sociales — a entraîné l'éclatement des contradictions au sein du mouvement national et la lutte pour la conquête des « appareils » FLN-ALN (14). Toutes ces contradictions et ces luttes ont trouvé leur compromis dans un texte appelé « Programme de Tripoli » adopté en juin 1962. Le contenu de ce texte est très sensiblement différent des deux premiers. Sur le plan culturel, outre la référence au caractère arabo-islamique de

(11) Claude COLLOT et J.R. HENRY, *Le Mouvement National algérien. Textes 1912-1954*, Paris, Harmattan, et Alger, OPU, 1978.

(12) André MANDOUZE, *La Révolution Algérienne par les textes*, Paris, Masspero 1977, p. 239.

(13) Ministère de l'Information et de la Culture. *Textes fondamentaux du FLN (1954-1962)*. — Constantine, Impr. En Nasr, 1976.

(14) Mohamed HARRI, *Le FLN mythe et réalité*, Paris, éd. Jeune Afrique, 1980.

la nation algérienne, ce document affirme que « la culture algérienne sera nationale, révolutionnaire et scientifique » (15).

Le programme présente donc une première tentative de préciser la politique culturelle du pays. Les positions théoriques sont élaborées totalement ou en partie. Mais dans ce secteur plus encore qu'ailleurs des oppositions vont apparaître au moment de faire passer au stade de l'application les décisions prises à l'unanimité par les membres du FLN-ALN de juin 1962.

La Charte d'Alger, rédigée deux années plus tard en avril 1964, n'apporte aucun élément théorique nouveau. Elle reprend les propositions contenues dans le programme de Tripoli et déclare une seconde fois que : « la culture algérienne sera nationale, révolutionnaire et scientifique » (16).

La Charte Nationale, adoptée seulement 12 ans plus tard en juin 1976, clarifie davantage le projet culturel. Pour la rédaction de ce document, il a été tenu compte des profondes transformations subies par la société algérienne du fait de la politique d'industrialisation et de l'approfondissement de la lutte anti-impérialiste : revendication d'un nouvel ordre économique international, nécessité d'un rassemblement à l'intérieur du parti unique du FLN de tous les partisans du socialisme. Une dimension nouvelle s'inspirant de toutes ces nouvelles orientations est donnée à la culture. La Charte nationale fixe à la révolution culturelle un triple objectif :

a) affirmer, en la consolidant, l'identité nationale algérienne et favoriser le développement culturel sous toutes ses formes ;

b) élever... le niveau de l'instruction scolaire...

c) adopter un style de vie qui soit en harmonie avec les principes de la Révolution Socialiste tels que définis par la présente Charte. Il s'agit notamment de « combattre tous les préjugés de race, de classe, de sexe, de métier manuel, le goût de la violence anti-sociale, le chauvinisme, etc. » (17).

Pour trouver une issue aux problèmes culturels, le président Boumediène entendait s'appuyer essentiellement sur le développement économique. Il espérait pouvoir engendrer une dynamique susceptible de dépasser toutes les oppositions, y compris celles qui se manifestaient à l'intérieur du pouvoir. Dès 1973, il avait déclaré devant la conférence des Présidents des APC : « si nous réussissons dans ce domaine (le développement économique) tous les autres problèmes ne seront plus que secondaires » (18).

La mort subite du président Boumediène en décembre 1978 est survenue à un moment de luttes politiques très intenses (19). Le choix de l'option socialiste

(15) Front de Libération Nationale. *Projet de programme pour la réalisation de la révolution démocratique, populaire*. Alger, Éd. Ech-Chaab, 1962.

(16) Front de Libération Nationale. *La Charte d'Alger*. Alger, 1964.

(17) Front de Libération Nationale. 1976, éd. de l'Armée.

(18) Ministère de l'Information et de la Culture. *Discours du président Boumediène*.

(19) La dernière intervention publique du président Boumediène a été faite devant le Congrès des Moudjahidines en mai 1978. Au cours du débat les intervenants ont dénoncé la constitution de grosses fortunes, la construction de villas somptueuses, et ils ont demandé au gouvernement de prendre des mesures pour assurer une plus juste répartition du revenu national. Dans sa réponse le président

affirmé par la Charte Nationale n'était pas encore un processus irréversible. Et le report régulier du congrès du FLN témoignait bien que les luttes qui se déroulaient au sommet n'avaient pas encore trouvé leur terrain de compromis. L'avènement à la présidence de la République et au poste de secrétaire général du parti de Chadli Bendjedid — en janvier-février 1979 — s'est traduite par un recentrage de l'ensemble de la politique du gouvernement algérien.

La 5^e session du CC du parti du FLN qui s'est tenue en juin 1981 a consacré l'essentiel de ses travaux au dossier culturel. La résolution adoptée à cette occasion, tout en affirmant son attachement à la Charte Nationale introduit des nuances valorisant les valeurs islamiques. Deux raisons essentielles peuvent expliquer ce changement dans le discours :

1) En 1981, on était sous l'effet du succès remporté par la Révolution iranienne. Pour certains le khoméinisme pouvait être cette idéologie qui les débarrasserait du capitalisme et du socialisme. En bref, c'était une « troisième voie » idéale.

2) La rapidité avec laquelle la société algérienne a évolué — très fort exode rural et désintégration de la famille — a entraîné paradoxalement un retour de l'idéologie conservatrice.

Nous avons alors assisté aux phénomènes suivants : un taux très élevé de fréquentation des mosquées, une augmentation considérable du nombre des mosquées, leur construction étant très souvent subventionnée par les dons populaires, et enfin le développement des associations culturelles.

Le pouvoir a été obligé de prendre en considération cette pression populaire. Cette opération fut facilitée certainement par le changement de personnes à la tête de l'État.



La lecture des différentes Chartes de la Révolution Algérienne, depuis l'appel du 1^{er} novembre 1954 jusqu'au débat sur l'enrichissement de la Charte Nationale — été 1985 — nous montre que les progrès dans la réflexion ont été réalisés avec beaucoup de lenteur. La presse nationale et internationale a établi à plusieurs reprises un bilan de carence en ce qui concerne la politique culturelle des gouvernements algériens. Le correspondant du journal *Le Monde* à Alger, faisant le bilan d'une décennie de culture, qualifiait le résultat de « décevant » (20). A la même époque, Abdellah Fadel, ministre de la Jeunesse et des

Boumediène déclara : « il existe en Algérie une bourgeoisie nationale et elle est très forte. La lutte des classes qui se déroule a des aspects très violents. Si vous voulez que je m'attaque à cette catégorie sociale, il faudrait que vous soyez avec moi, que vous participiez à toutes les campagnes que nous mènerons contre la bourgeoisie. Je ne veux plus répéter l'expérience de la Révolution Agraire où je me suis retrouvé tout seul sur le terrain de la lutte. Je n'ai pas du tout envie de me suicider ». Par la suite la presse nationale a été convoquée pour demander aux journalistes de ne pas reproduire cette déclaration (témoignage personnel).

(20) *Le Monde*, 22-23 avril 1973.

Sports déclarait : « l'Algérie a fourni des efforts d'imagination, de création incontestables dans le domaine économique. Mais le domaine culturel est resté totalement en friche » (21). Dix ans plus tard encore, la lettre ouverte signée par plus de trois cents intellectuels et artistes et adressée au secrétaire général et président de la République à la veille des assises du 5^e congrès du parti du FLN dénonce : « le marasme » de la politique culturelle qui : « réside dans l'absence d'une politique de développement des pratiques artistiques et intellectuelles » (22). On pourrait citer, de 1962 à nos jours, bien d'autres jugements aussi sévères dénonçant les mêmes insuffisances.

Si l'on s'interroge sur les raisons de ce blocage, on est bien vite amené à constater que l'unanimité autour des grands principes recouvre en fait des divergences très profondes. Ainsi pour l'appartenance de l'Algérie au monde arabo-musulman qui est le thème commun de toutes les Chartes. Lorsque nous voulons préciser le contenu de cette notion nous voyons immédiatement apparaître les divergences :

1^o Autour de la défense de la langue arabe d'abord.

Tous les courants qui se sont exprimés et quel qu'en soit le support — clandestin ou légal — sont unanimes pour soutenir l'introduction dans les écoles d'un enseignement obligatoire de la langue arabe. L'arabisation en Algérie apparaît un processus irréversible, et il n'y a pas de force politique qui soit capable aujourd'hui de remettre en cause cet acquis. Mais des différences fondamentales commencent à apparaître lorsqu'il s'agit de savoir :

a) quelle place doit-on accorder à l'enseignement de la langue française, et même plus, s'il faut maintenir son enseignement dans les écoles algériennes ?

b) quel contenu faut-il donner à la langue arabe ?

La réponse à ces deux questions aide à identifier chacun des grands courants porteurs d'un projet culturel. Peut-être pouvons-nous par la même occasion identifier politiquement chacun d'entre eux.

- Il y a d'abord les partisans d'un bilinguisme de transition. Le français est amené à disparaître de l'enseignement à moyen et long terme ; c'est-à-dire au fur et à mesure d'une bonne assimilation de la langue arabe. Les partisans de ce courant voient dans la politique d'arabisation un moyen de raffermissement et d'approfondissement du mot d'ordre d'indépendance nationale.

Pour cela il fallait hisser cette langue au niveau des exigences des découvertes scientifiques et techniques. Il fallait comme le souhaitait le président Boumediène que l'arabe soit la « langue du fer et de l'acier » (23).

- D'un autre côté il y a les partisans du maintien du bilinguisme ; c'est-à-dire continuer à enseigner le français dans les écoles algériennes. Or l'expérience a

(21) *Révolution Africaine*, 9 février 1973.

(22) Lettre ouverte signée par plus de 300 intellectuels et artistes adressée au secrétaire général du Parti le 8 décembre 1983. Souligné dans le texte.

(23) Ministère de l'Information et de la Culture. *Discours du président Boumediène...*

montré, 25 ans après l'indépendance, que le maintien du français s'est traduit par le renforcement de son hégémonie sur la langue arabe. Nous citerons pour cela l'exemple de la presse algérienne. En septembre 1985 le quotidien en langue française *El Moudjahid* tire à 360 000 exemplaires ; au même moment son équivalent en langue nationale *Ech-Chaab* n'atteint que 80 000 exemplaires, soit cinq fois moins (24). Et même si nous ajoutons les organes régionaux qui paraissent en langue nationale — *En Nasr* qui tire à 50 000 et *El-Djoughouria* à 30 000 (25) — nous constatons que le tirage d'*El Moudjahid* est encore deux fois supérieur au total de celui des trois autres organes.

Cet hégémonisme du français sur la langue arabe a été perçu par ses adversaires comme une manœuvre politique susceptible de maintenir l'Algérie sous l'influence du néo-colonialisme. Le courant partisan du bilinguisme a reçu l'« étiquette » politique de représentants du « Parti français » en Algérie. Il fut violemment attaqué en 1973 par le président Boumediène : « il n'est pas question, dit-il, de choisir entre, d'une part, l'enseignement du français et, d'autre part, celui de la langue arabe ; en optant pour l'enseignement du français nous n'aurions œuvré qu'à la francisation du peuple algérien, et à la conclusion d'un rêve tant caressé par les colonialistes, à savoir l'aliénation de ce peuple et la liquidation de ses valeurs et de sa personnalité. Nous aurions donc agi dans le sens de son rattachement définitif à l'ancienne métropole dont il ne serait au mieux qu'une chasse gardée ouverte à toutes les influences » (26).

● Le troisième courant est celui dont le programme se réduit à énoncer une série d'interdits : interdit d'enseigner les langues berbères et la littérature populaire, « élimination du paysage algérien de tous les caractères latins » (27)..., réduire ou ralentir l'ouverture de la langue arabe à toutes les idées de progrès (28). A la limite les partisans de ce courant ont tendance à vouloir sacrifier la langue arabe (29).

Ce programme les a amenés à s'opposer violemment aussi bien aux partisans du bilinguisme, qu'à ceux qui veulent faire de la langue arabe un instrument de

(24) Pour être plus précis il nous fallait donner le pourcentage des vendus. Nous n'avons pas pu l'obtenir pour la période récente. A titre d'exemple, l'*Annuaire Statistique de l'Algérie* nous donne pour l'année 1977 des chiffres plus précis :

	<i>El-Moudjahid</i>	<i>Ech-Chaab</i>
tirage	181 900	20 700
vendus	150 000	17 500
% vendus	17 %	15 %

(25) Ces chiffres nous ont été communiqués par le service de la comptabilité du quotidien *Ech-Chaab*.

(26) Ministère de l'Information et de la Culture. *Discours du président Boumediène...*

(27) Mot d'ordre de Hadjar Abdelkader, président de la Commission Nationale d'arabisation.

(28) Lorsqu'il fut décidé d'accélérer le processus d'arabisation à l'Université, la décision fut prise de commencer par les sciences sociales. Ce choix ne peut pas s'expliquer seulement par des raisons techniques. Les raisons politiques et idéologiques ont figuré en bonne place.

(29) Avec ce courant la dépendance vis-à-vis de l'étranger et en particulier des puissances occidentales : États-Unis, Angleterre, France, s'est accrue. En 1974, le gouvernement avait envoyé environ 400 cadres à l'étranger essentiellement en post-graduation, pour « former les formateurs ». En 1985, ils étaient 7 000 ! et nous ne voyons pas le « bout du tunnel ». Par contre, on refuse d'utiliser les bourses offertes gratuitement par les pays socialistes.

lutte pour l'indépendance, ouvert aux idées de progrès. Nous illustrerons le comportement de ce courant à partir de deux exemples :

a) avec le lancement de la Révolution agraire en 1971, le quotidien de l'ouest du pays, *La République* s'était engagé totalement dans la bataille pour assurer le succès de cette tâche. Il multiplia les reportages et enquêtes dénonçant les « ficelles » des gros propriétaires fonciers qui tentaient d'échapper aux mesures d'expropriation. En plus le journal s'était doté de son propre réseau de distribution. Il est arrivé à être vendu le même jour à Oran, Alger, Constantine ! A Alger sa vente était arrivée à dépasser le quotidien national *El-Moudjahid*. L'audience du journal grandit rapidement et son tirage atteignit 220 000 exemplaires ! Le ministère de l'Information et de la Culture prit une première mesure. Il décida de retarder la vente du journal, espérant ainsi réduire son audience. Cette première tentative ayant échoué, il prit en 1975 la décision d'arabiser le journal ; autrement dit changer toute l'équipe rédactionnelle. Ce fut une réussite ! Le tirage du journal est tombé à 25 000 (30).

b) en 1975, un nouveau directeur et un nouveau Comité de rédaction furent installés à la tête du quotidien national en langue arabe *Ech-Chaab*. Cette nouvelle équipe s'enthousiasma elle aussi pour la Révolution Agraire et joua un rôle dynamique au moment de la bataille pour l'adoption de la Charte Nationale. Le journal s'ouvrit aux idées marxistes. C'était suffisant pour déplaire au ministre de tutelle. Il prit la décision de relever de ses fonctions le directeur et avec lui 24 journalistes (31).

2° Autour de la défense de l'Islam.

Comme pour l'arabisation tous les courants qui se sont exprimés défendent le principe de l'Algérie musulmane. S'il existe dans le pays un courant laïc il est plutôt minoritaire. Mais là aussi des différences apparaissent lorsque nous voulons approfondir la question :

● il y a les partisans d'un Islam de justice sociale. A ce titre, ils ne font aucune différence entre les principes du socialisme et ceux de la religion musulmane. Pour eux la lutte pour l'égalité, la justice sociale et le bien-être continuent les principes énoncés par l'Islam, le prophète et ses premiers disciples : Omar, Ali, Abu-Dar-El-Ghiffari... Boumediène illustre assez bien ce courant en s'en prenant violemment aux exégètes réactionnaires de l'Islam qui n'ont retenu du Coran que ce verset : « Dieu nous a différenciés dans la fortune » (32). Lors de son discours à la Conférence Islamique de Lahore il alla encore plus loin en déclarant : « je n'irai pas au paradis le ventre creux » tout en précisant : « les expériences humaines, dans nombre de régions du monde ont démontré que les liens spirituels, qu'ils soient islamiques ou chrétiens, n'ont pas pu résister aux coups de boutoir de la pauvreté » (32).

(30) Témoignages recueillis auprès des anciens journalistes de *La République*.

(31) Témoignages recueillis auprès des anciens journalistes d'*Ech-Chaab*.

(32) Ministère de l'Information et de la Culture... *Discours du président Boumediène...*

- le courant intégriste qui revendique tout simplement le retour à la « charia ». Il vide la religion de son contenu libérateur. Il s'oppose par la violence à toutes les tâches fixées par la révolution : nationalisations, révolution agraire, lutte anti-impérialiste, émancipation des femmes, rapprochement avec les pays socialistes, etc.
- le troisième courant enfin est celui qui voudrait concilier en même temps son ouverture au modernisme avec le respect de l'orthodoxie de la loi musulmane. La meilleure illustration nous est fournie par le nouveau code de la famille promulgué en 1984. Son discours reste à résonnance conservatrice.

En présentant les enjeux et projets culturels algériens nous avons essayé de désigner les projets politiques qui les sous-tendent. L'analyse mériterait sans doute d'être approfondie, nuancée et précisée. Car la confusion des enjeux empêche parfois de voir clair. Elle fait aussi qu'on ne peut échapper à la conclusion suivante : les luttes autour de la question culturelle se maintiendront et tendront même à s'accélérer, avec une escalade probable dans la violence, tant que le choix de société : socialisme ou libéralisme ne sera pas tranché. La recherche de la troisième voie n'a pas pu jusqu'ici résoudre les problèmes liés à la question culturelle. Quant à l'ouverture vers le capitalisme pour laquelle semble opter le régime actuel — c'est vrai avec beaucoup d'hésitation — ce n'est pas non plus la solution idéale. L'expérience de l'« Infitah » à l'égyptienne est là pour nous le prouver. Cette expérience sur laquelle le penseur égyptien Lotfi El-Kholi se prononce ainsi : « On nous a assez bercé avec la comédie du capitalisme arabe qui n'a finalement produit qu'une bourgeoisie compradore... Si l'indépendance n'est pas réelle l'art n'est pas libre... la cassure du projet de l'unité contre Israël par Camp David, a été aussi une cassure dans l'art. L'idée de la Renaissance arabe a perdu de sa réalité car de nouvelles valeurs apparaissent et contrecarrent son essence même. Il fallait rétablir la relation avec le monde occidental, mais pas au point de tomber dans l'identification pure et simple. On semble nous dire aujourd'hui qu'il n'y a pas d'avenir sans l'Occident, au point que même dans le cinéma il y a un retour à Hollywood, au mari et à la femme... Mais tout cela n'a pour seul but que d'évacuer les problèmes sociaux qui traversent nos sociétés » (33).

Abderrahim TALEB-BENDIAB*

(33) *Algérie Actualités*, 12-18 septembre 1985.

* Université d'Alger.